Nos convictions

Conviction n°1: « Il faut tout un village pour éduquer un enfant »

Ce proverbe africain porte une réalité universelle. En développant l'implication des parents, une dynamique positive réunissant tous les acteurs – parents, professionnels, élus... – favorisera la réussite de tous les enfants sur un territoire. Les inégalités pourront ainsi cesser de se perpétuer tout au long du parcours éducatif.

Conviction n°2: Tous les enfants peuvent réussir... tous les parents aussi

La fatalité de l'échec scolaire n'existe pas, ni pour les enfants, ni pour leurs parents. Les parents sont tous capables de participer à la construction d'un projet éducatif sur leur territoire. Non seulement ils peuvent être partie prenante des actions à destination de leurs enfants, mais plus encore, ils peuvent co-construire les dispositifs.

Conviction n°3: La réussite des enfants fédère les parents

Même en grande précarité, tous les parents aspirent à la réussite de leurs enfants pour qu'ils ne revivent pas les mêmes échecs, les mêmes situations d'exclusion qu'ils ont eux-mêmes connues. La réussite des enfants est un moteur pour associer tous les parents.

Conviction n°4 : L'implication de tous nécessite le respect de chacun

Familles, bénévoles et professionnels ne peuvent se sentir acteurs de la coéducation des enfants qu'à condition que leurs spécificités soient respectées, articulées dans une logique de complémentarité. L'efficacité même de l'action dépend de la diversité des rencontres et des familles impliquées. Mais, associer les familles pauvres suppose de réfléchir à des formes d'accompagnement qui mettent en valeur leurs savoirs et leurs apports.

Conviction n°5: Mieux se connaître permet de mieux vivre ensemble

Qualifier tous les acteurs en associant toutes les composantes est indispensable pour mettre en œuvre l'éducation partagée. Ainsi, parents, bénévoles, élus, professionnels ont besoin de se reconnaitre, se former et agir ensemble.

Cette conviction rejoint celles portées par l'éducation populaire et le développement social local. L'inscription des questions éducatives dans des espaces collectifs permet la rencontre, le débat de toutes les familles, y compris les plus pauvres.

Ce que l'on a appris du côté des parents

Mobiliser les parents implique de respecter plusieurs grands principes :

Prendre le temps de dénouer les freins intérieurs : Certains parents se tiennent à distance de l'école et des autres structures éducatives pour des raisons qui touchent à leur histoire personnelle. Des souvenirs d'école liés à la souffrance et à l'échec sont encore très présents dans leur mémoire. Parfois, ce n'est pas directement l'école qui les a blessés, mais des paroles malheureuses formulées par leur famille. Souvent, ils ne se croient pas capables de contribuer à la réussite de leur enfant.

> Paroles de parents : « À l'école, j'ai toujours eu des notes catastrophiques. On m'a traitée de ratée. J'ai eu un blocage qui m'a suivi toute ma vie. Encore aujourd'hui, je le ressens. »

« Ma mère m'a dit que je serai toujours la reine des nulles. »

Les échecs successifs vécus par les parents laissent des traces profondes. Seul un travail dans la durée peut contribuer à leur redonner confiance en eux, confiance aux autres - par exemple, aux enseignants -, confiance dans leur pouvoir d'agir pour la réussite de leur enfant.

Aller vers les parents qui n'osent pas faire le premier pas : Pour certains parents, aller vers professionnels ou rejoindre un groupe de parents est très difficile, voire insurmontable. Si un parent ou un professionnel en qui ils ont confiance les rejoint là où ils se trouvent, le lien avec le groupe pourra s'établir plus facilement.

> Exemple d'action : À Maurepas, une mère affirmait que les réunions « n'étaient pas pour elle ». Pendant un an, les professionnels sont allés à sa rencontre et lui ont donné des nouvelles de chaque réunion. Elle est finalement venue au café des parents et elle avait apporté des crêpes.

> Parole de délégué de parents d'élèves : « Plusieurs parents viennent me voir pour exprimer leur peur d'être délégué, de parler en public, surtout quand ils ont des difficultés à s'exprimer en Français. Je leur répond que personne ne les jugera, que je serai là pour les aider, pour retranscrire leurs idées. Ça les rassure. »

Accorder une écoute égale à tous, sans porter de jugement : Les institutions portent souvent un jugement négatif sur les parents en situation précaire. Le changement de regard des professionnels est très important pour des parents souvent confrontés à des sentiments de honte et de culpabilité qui les empêchent d'agir et de s'exprimer, de peur d'être jugés.

Paroles de parents : « Nous voulons pouvoir parler de ce que l'on vit, de nos soucis avec l'éducation de nos enfants, sans être jugés. Ne pas se sentir regardés comme un mauvais parent. »

« J'ai participé à une animation dans la classe de ma fille. C'était formidable ; ma fille était fière de moi et la maîtresse m'a regardée autrement. Même moi, j'ai été surprise, j'ai vu ma fille et sa maîtresse autrement. »

« J'ai appris à mieux connaître le fonctionnement des professionnels et des institutions. Ça m'a donné le droit de les interroger ou de les remettre en cause. »

Accueillir les parents en reconnaissant leurs compétences et leur rôle : Trop souvent, les professionnels se considèrent comme les seuls capables d'assumer véritablement le rôle d'éducateur.

Exemple d'action : Sur le site de Flers-Alençon, les professionnels ont été intéressés par les productions des parents réalisées dans le cadre des ateliers d'écriture. Ils en ont tirés des enseignements qui leur ont donné envie de mieux travailler avec les parents.

Accepter les différences, les controverses, les frottements : Agir ensemble ne signifie pas être d'accord sur tout, tout le temps. Il est nécessaire d'identifier les désaccords, de les poser clairement, dans le respect des personnes, pour pouvoir les dépasser.

Réunir les meilleures conditions possibles pour favoriser l'échange: Il est essentiel de prendre en compte les contraintes matérielles et familiales des parents pour faciliter leur participation. Concrètement, il s'agit d'organiser un mode de garde pour les enfants, de définir des horaires adaptés... Les espaces doivent aussi permettre à chacun de se sentir bien, accueilli dans un lieu qui facilite l'échange.

Il est également important de définir un objectif concret de réalisation à faire ensemble en partant des expériences personnelles des familles, mais aussi de rassembler parents et enfants autour de réussites qui produisent de la fierté. Enfin, il est essentiel de laisser chacun entrer dans le groupe, dans le projet en intégrant les nouveaux sans pour autant décourager les anciens en leur donnant l'impression de revivre toujours la même réunion.

Dépasser le simple « tour de table » pour un travail collectif de qualité : Le travail collectif nécessite du soin, des rituels et de la convivialité. Pour une mise en mouvement collective réussie, quelques règles doivent être suivies :

- Partir des personnes elles-mêmes, de leurs témoignages, de leurs intérêts,
- Réaliser des productions de qualité qui engendrent de la fierté (ex : un CD Rom sur le site de Flers),
- Attribuer l'animation des collectifs aux professionnels reconnus par les parents,
- Rendre intelligible le chemin parcouru ensemble, renforcer la reconnaissance de chacun,
- Donner de l'importance à l'écrit comme un moyen de parler de soi mais aussi de construire un propos collectif.

Des parents formés à de nouvelles compétences éducatives : Il est difficile de mesurer les impacts du chantier sur la réussite des enfants. Cependant, de nombreux témoignages de parents traduisent des effets positifs sur les relations à leur enfant. Grâce au projet, certains

parents ont pu se mettre à distance de leur propre situation, endiguer parfois leur colère par une meilleure compréhension de ce qui se joue pour leur enfant, puis entrer en dialogue avec les autres éducateurs de leur enfant. La fierté ressentie par les enfants de voir leurs parents ainsi mobilisés est maintes fois exprimée par les parents.

Ce que l'on a appris du côté des professionnels

Durant ces cinq années d'action-recherche, les professionnels investis dans le chantier – salariés des collectivités locales, des associations, membres de l'Éducation Nationale –, ont fait évoluer leurs propres pratiques, entre les expérimentations locales et les rencontres dans les séminaires nationaux.

Ce chantier a ouvert les professionnels à une prise de conscience : créer les conditions pour que les parents, notamment les plus éloignés de l'école, soient acteurs des dynamiques éducatives locales implique une action en trois temps : vouloir, pouvoir, savoir.

Vouloir (et y croire) : Vouloir est une première étape qui demande aux professionnels d'interroger leurs postures vis-à-vis des parents : cherchent-ils à produire de meilleurs parents ? Et selon quels critères ? Cherchent-ils simplement à permettre à tous les parents de jouer pleinement leur rôle au bénéfice de la réussite de tous les enfants ?

Les professionnels ont relevé l'importance de laisser de la place aux parents, accepter les différences, ne pas être dans le jugement, notamment dans les pratiques éducatives, ce qui interroge le professionnel dans ses propres pratiques éducatives. Après tout, un professionnel peut être aussi un parent ayant des difficultés. Enfin, ne pas être dans l'omnipotence de celui qui sait tout et peut tout faire.

Aller à la rencontre des parents, dépasser ses craintes et ses représentations, accepter l'idée que l'on va apprendre d'autres « non professionnels », qui pour autant ne sont pas des « amateurs », tout cela implique aussi l'acceptation de travailler avec d'autres, professionnels ou non, inscrits dans d'autres organisations. Il s'agit pour cela de leur reconnaitre une légitimité équivalente dans l'action éducative, ce qui peut revenir à prendre des risques.

Pouvoir (et avoir...les moyens de): Ce changement d'état d'esprit, cette ouverture à l'autre, doit, pour s'installer dans la durée, pouvoir bénéficier d'un portage politique et hiérarchique fort, un mandat clair et établi qui prend la forme d'une délibération, d'un texte ou d'un projet. La dimension politique concerne l'engagement au plus haut niveau de l'organisation dans laquelle nous agissons. La dimension hiérarchique, quant à elle, donne l'autorisation de faire, mais également les conditions pour pouvoir faire.

Par exemple, à Guéret, le chantier a fait l'objet d'une délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2011, d'une fiche action Parentalité et Cohésion Sociale, d'une convention signée entre la Ville de Guéret et l'Inspection académique de la Creuse et d'une convention entre la ville de Guéret et l'Université de Limoges.

Il s'agit également d'accepter l'idée que le résultat d'une action n'est pas forcément le seul but à atteindre, mais que le processus et les démarches engagées pour y arriver sont au moins tout aussi importants.

Parole d'enseignant : « Sur les 108 heures dont on peut disposer comme on le choisit, on prend, disons, 15 heures pour les contacts avec les parents » (Une enseignante à Guéret, prenant conscience d'une réelle marge de manœuvre existe, finalement peu investie pour rencontrer les parents)

Savoir (et interroger son savoir): Agir ensemble nécessite une certaine remise en question de ses pratiques, ses postures, ses savoir-faire et savoir-être. L'idée: ne plus faire pour, mais avec les parents en allant vers eux. La question de la confiance est alors primordiale: donner confiance aux individus, faire confiance en leur capacité à se mobiliser et à agir, créer les conditions pour qu'ils prennent confiance en eux.

Dans un premier temps, cela nécessite de questionner certaines formations initiales (des enseignants, des acteurs socio-éducatifs) pour intégrer la relation aux parents.

Au-delà, il s'agit d'interroger et de renouveler sans cesse ses pratiques professionnelles, par de la formation, voire de la co-formation avec des parents, de privilégier les méthodes actives, la mise en mouvement, plutôt que la simple prise de parole autour d'une table.

Au cours de l'action-recherche, nous avons expérimenté, par exemple, le recours aux mises en situation, aux jeux de rôle... Pour se consolider, ces démarches doivent devenir le projet de l'organisation, et non celui d'une seule personne. Cela nécessite des transmissions permanentes en interne, mais également vis-à-vis de l'externe, en « transmission virale » auprès des partenaires.

Toutes ces réflexions ne relèvent pas de dispositifs ou de méthodes à appliquer. Pour chacun des projets, chacune des problématiques sur chacun des territoires, il est nécessaire d'avoir les capacités, savoir-faire et marges de manœuvre pour réaliser un travail sur-mesure.

Enfin, pour faire la démonstration des avancées, il est nécessaire de produire des traces écrites, visuelles, orales, à la fois comme outil de mémoire du chemin parcouru, et comme témoignages de ce qui a fonctionné et de ce qui doit être amélioré.

Les conditions essentielles à la réussite des démarches :

Être préoccupé, en permanence, par la mobilisation de tous: parents, bénévoles et enseignants. Cette dimension est cruciale et doit faire l'objet de démarches spécifiques tout au long du projet. Maintenir la mobilisation implique de jalonner le projet d'avancées fréquentes, de « petites victoires » qui, accumulées dans le temps forment un changement plus profond.

Se soucier du temps, dans toutes ses dimensions : la ponctualité de la rencontre, le temps long nécessaire pour faire changer les choses, la continuité des projets à maintenir malgré les possibles changements de personnes, etc.

Privilégier le collectif, et pas uniquement l'animation de groupes de parents, pour que les professionnels s'investissent pour le groupe, interrogent leurs postures, décloisonnent leur organisation.

Reconnaître l'implication des parents et des professionnels pour faire avancer les choses. Celle-ci peut être formelle ou non. Il s'agit de reconnaître les acquis des parents dans ce type de démarche, valorisable à titre individuel pour des parcours professionnels.

Travailler avec les parents : adapter, « normaliser » ou renforcer leur pouvoir d'agir et co-éduquer ?

Les parents « partenaires », une évolution qui ne profite pas à toutes les familles...

Cette question est toujours en tension. Lorsque l'Ecole propose aux parents d'élèves de participer, c'est l'institution qui définit la place et le rôle qu'elle entend leur attribuer.

Ce rôle correspond à une certaine image de ce que serait le « bon parent » qui accepterait de coopérer avec les autres éducateurs pour « le bien et la réussite » de ses enfants. Dans son livre *Ecole et familles populaires*, Pierre Périer montre qu'il y a là pas seulement un malentendu mais également une impossibilité, dans les conditions actuelles, de trouver un terrain de compréhension mutuelle et d'entente.

Des actions sociales prises au piège de la norme

On retrouve ce problème avec les dispositifs d'appui à la parentalité qui tendent aussi vers une posture normative et « réparatrice » envers les parents (comme une sorte de « soin » collectif). Cette posture, plus douce et intégrative que celle de l'Ecole doit cependant nous amener à nous poser des questions par rapport à nos valeurs et nos objectifs.

Les questions à se poser en amont des démarches

Pourquoi en tant que professionnels, bénévoles ou institutions du champ éducatif et social, voulons-nous travailler avec les parents ?

S'agit-il d'une participation « alibi » pour légitimer nos actions (où la mise en avant de quelques parents peut d'ailleurs parfois faire écran aux attentes d'autres populations) ? Ou d'un accompagnement visant l'autonomie et l'émancipation des individus ?

Rendons-nous possible une liberté de parole et de choix ? Qui définit les termes du problème, établit les règles, pilote la démarche, évalue les actions ?

Est-on prêt à lâcher du pouvoir? A favoriser l'organisation collective des parents? A accepter qu'ils apportent voire demandent autre chose que ce que l'on attend?

Va-t-on s'arrêter dès que notre champ d'intervention officiel sera dépassé ? Accepteronsnous que des groupes de parents prennent progressivement leur autonomie ?

Une démarche éducative et citoyenne

Il y a là un point essentiel de ce que nous avons pu retirer des différentes expériences locales : viser l'autonomie et la co-construction avec les parents nécessitent d'abord de rencontrer les parents tels qu'ils sont, dans leur diversité culturelle et sociale et d'imaginer avec eux des formes d'implication qui leur conviennent et dont il puisse tirer parti.

Cela suppose de construire avec eux les actions dès leur démarrage, de les inciter à se nourrir du dialogue avec d'autres parents vers lesquels ils peuvent aller eux-mêmes et de s'assurer de notre côté des moyens que nous détenons pour faire aboutir les stratégies qui seront élaborées avec eux et leur permettre d'influer réellement sur les actions éducatives et sociales.

Il est important de ne pas dissocier la capacité des parents à agir sur leur vie de celle à agir sur leur environnement, individuellement et collectivement. I

I y a bien là une démarche politique qui ne vise pas à « adapter » les parents (en particulier les familles dites « pauvres » ou « populaires ») au système en place mais à expérimenter les conditions de possibilités d'un agir ensemble pour le bien commun et notamment la réussite de tous les enfants (ce qui nécessite de penser également la manière d'associer les enfants pour partir de leur expérience de l'école, faire évoluer les représentations et leurs conditions de vie).

Des convictions raffermies

Le chantier porte la conviction « qu'en associant leurs parents, tous les enfants peuvent réussir ». Dans son énoncé, un lien existerait entre participation et réussite des enfants. La participation des parents pourrait être comprise comme la composante manquante à la réussite des enfants. Le lien n'est pas aussi mécanique et le chantier a mis en évidence la difficulté voire l'impossibilité de mesurer la réussite des enfants, mais est-ce possible ?

Par contre, rendre possible la participation des parents est une condition essentielle qui nécessite des méthodes, du soin mais elle n'est pas suffisante. C'est la rencontre de tous les éducateurs qui favorisera la réussite.

- « Par le long compagnonnage entre des parents n'ayant, comme la plupart des gens, pas passé toute leur jeunesse à l'école et des professionnels de proximité intervenant dans les structures éducatives et les écoles, professionnels animateurs de réseaux ou de dispositifs, élus et chercheurs », le chantier confirme quatre convictions politiques (Les quatre convictions présentées ci-dessous sont issues du rapport final du site de Brest par Labers UBO):
- 1. Tous les parents quelles que soient leurs conditions de vie sont des acteurs. Même si nous semblons parfois écrasés par les difficultés et les problèmes, que nous sommes soumis à de fortes contraintes que nous ne maîtrisons que partiellement, nous n'en restons pas moins des parents acteurs, en mesure de faire des choix, d'exprimer des préférences, des désirs, des idées, des réflexions concernant notre/nos enfants, et les enfants en général.
- 2. Tous les adultes sont collectivement responsables de l'éducation des enfants et des jeunes. Etre parent acteur ne signifie pas que nous soyons seuls responsables de l'éducation de notre/nos enfants : en matière d'éducation des jeunes générations, tous les adultes sont collectivement responsables, ils ont tous leur rôle à jouer. Cependant, dans notre culture, les parents ont la responsabilité légale et l'usage veut que ce soit eux qui soient en première ligne. Ils sont donc coordinateurs de l'éducation du fait de leur présence sur la durée auprès de l'enfant.
- **3.** On ne nait pas éducateur (parents ou professionnel), on le devient. Devenir éducateur parent ou professionnel cela s'apprend. Ce n'est ni une qualité innée, ni une propriété sociale réservée à certains milieux sociaux. D'autre part, c'est évolutif : selon les moments de vie, les histoires de chacun, les formations reçues, les expériences traversées, une amélioration peut s'opérer dans la prise en compte des besoins du/ des enfants dont on a la charge et dans sa capacité à y répondre.
- 4. Une société démocratique se construit avec des citoyens égaux en droits et en dignité et qui débattent. Dans une démocratie, si nous souhaitons prendre les décisions favorables au plus grand nombre et construire des services publics de qualité, nous avons tous notre mot à dire.
- 16 Restitution du chantier : « En associant leurs parents, tous les enfants peuvent réussir ». 11 avril 2015 à l'Université Paris 8 - Saint Denis.